

Les Palestiniens s'attendent à ce qu'Israël prime le recueillement à Al-Aqsa pendant le Ramadan

Description

Israël profite de la guerre contre Gaza pour exercer un contrôle sur l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa et empêcher les Palestiniens de s'y rendre. À l'approche du mois de Ramadan, les autorités israéliennes ont l'intention de renforcer encore les restrictions.

Par Ibrahim Hussein, le 8 mars 2024



Les Palestiniens font la prière du Taraweeh pendant le mois sacré du Ramadan dans l'enceinte de la Mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, le 19 avril 2023 (Photo : Département de l'Awqaf Islamique à Jérusalem/APA Images)

L'enceinte de la mosquée al-Aqsa, qui se trouve au cœur de Jérusalem-Est occupée et constitue l'un des sites les plus sacrés de l'islam, est généralement animée par des fidèles venus de Palestine et du monde entier. Pendant le ramadan et les jours précédant le mois sacré musulman, l'enceinte d'abrite pratiquement de monde.

Mais cette année, le lieu saint musulman, également connu sous le nom de al-Haram al-Sharif, ou Noble Sanctuaire, n'a peut-être jamais été aussi vide de fidèles depuis des décennies, voire des siècles.

Depuis le 7 octobre, Israël impose des restrictions quasi générales à l'entrée des Palestiniens dans la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem-Est occupée, empêchant ainsi des centaines de milliers de fidèles musulmans d'accéder au lieu saint.

Les barrages de la police israélienne ont empêché des centaines de milliers de Palestiniens des deux côtés de la ligne d'armistice d'accéder à la vieille ville et à la mosquée Al-Aqsa. Depuis des mois, les prières du vendredi à la mosquée, qui attirent généralement des milliers de fidèles, sont peu nombreuses, car de nombreux Palestiniens ont été contraints de [prier dans les rues](#) autour de l'enceinte en raison du refus des autorités israéliennes d'autoriser les Palestiniens à entrer dans la mosquée.

« Le ramadan est un mois d'adoration, mais l'occupation israélienne crée des problèmes chaque année », a déclaré l'ancien grand mufti de Jérusalem, Ekrema Sabri, âgé de 85 ans.

« Pourquoi les autorités d'occupation créent-elles des problèmes à chaque Ramadan ? » a poursuivi M. Sabri. « Parce qu'elles ne veulent pas voir autant de fidèles musulmans à Al-Aqsa.

Sâ??ils [IsraË«l] restent ã lâ??Ã©cart [de la mosquÃ©e], la paix rÃ©gnera mÃªme si un million de fidÃªles viennent ã».

Aujourdâ??hui, alors que le mois sacrÃ© du ramadan approche ã grands pas et que les perspectives dâ??un cessez-le-feu sont encore lointaines, les promesses des responsables israËliens de renforcer les restrictions imposÃ©es ã Al-Aqsa menacent dâ??aggraver encore les tensions dans le territoire palestinien occupÃ©.

Itamar Ben-Gvir, le ministre israËlien de la sÃ©curitÃ© nationale, a, au cours des derniÃªres semaines, redoublÃ© dâ??efforts pour limiter de maniÃªre drastique le nombre de fidÃªles musulmans sur le site, y compris pour les citoyens palestiniens dâ??IsraËl et les rÃ©sidents de la Cisjordanie occupÃ©e et de JÃ©rusalem-Est.

Mardi, le Premier ministre israËlien Benjamin Netanyahu a semblÃ© rebondir sur les demandes de M. Ben-Gvir, dÃ©clarant quâ??IsraËl ne rÃ©duirait pas le nombre de fidÃªles autorisÃ©s ã prier ã la mosquÃ©e al-Aqsa ã au cours de la premiÃªre semaine du Ramadan par rapport aux niveaux des annÃ©es prÃ©cÃ©dentes ã», et que ã des Ã©valuations de la situation en matiÃªre de sÃ©curitÃ© et de sÃªretÃ© ã» seraient effectuÃ©es de semaine en semaine tout au long du mois sacrÃ©, ont [rapportÃ©](#) les mÃ©dias israËliens.

Alors que M. Netanyahu a assurÃ© que ã le caractÃªre sacrÃ© de la fÃªte sera prÃ©servÃ© cette annÃ©e, [comme chaque annÃ©e](#) ã», la police israËlienne convoque activement les jeunes hommes de JÃ©rusalem-Est occupÃ©e, leur demandant de rester ã lâ??Ã©cart de lâ??enceinte avant le Ramadan, qui devrait dÃ©buter le 10 mars.

ã Vous ne devez pas vous approcher des portes dâ??al-Aqsa pendant le mois ã», a dÃ©clarÃ© la police israËlienne ã Muhammad Hasan, 21 ans, ã la mi-fÃ©vrier au poste de police dâ??al-Qishleh, prÃªs de la porte de Jaffa.

Comme de nombreux jeunes Palestiniens de JÃ©rusalem-Est, Hasan, qui habite le quartier de Jabal al-Mukabbir, sâ??est vu interdire par intermittence lâ??accÃªs ã la mosquÃ©e al-Aqsa depuis 2022. Lors du dernier ramadan, il a Ã©tÃ© briÃ©vement dÃ©tenu pour avoir refusÃ© lâ??ordre de la police israËlienne de quitter la mosquÃ©e al-Aqsa aprÃªs la fin des priÃªres du soir.

Wasim Obeidat, un autre habitant de Jabal al-Mukabbir, a Ã©galement Ã©tÃ© convoquÃ© au poste de police dâ??al-Qishleh le 27 fÃ©vrier pour signer un engagement ã ne pas entrer dans la mosquÃ©e pendant le mois saint. Ce jeune homme de 20 ans a Ã©tÃ© interdit de sÃ©jour pendant six mois lâ??annÃ©e derniÃªre pour avoir refusÃ© de quitter la mosquÃ©e aprÃªs la fin des priÃªres sur ordre de la police.

ã Ils essaient de vider al-Aqsa de ses habitants. Ils veulent nous empÃªcher dâ??y prier ã», a dÃ©clarÃ© M. Obeidat.

Ben-Gvir cherche ã renforcer les restrictions malgrÃ© les avertissements des services de renseignement

Pendant les semaines précédant le ramadan, le colonel extrême droite Itamar Ben-Gvir, qui supervise la police en sa qualité de ministre de la Sécurité nationale, a fait pression pour imposer de lourdes restrictions générales à l'entrée des Palestiniens à Jérusalem et dans l'enceinte de la mosquée al-Aqsa.

En février, M. Ben-Gvir a proposé d'interdire complètement aux Palestiniens de Cisjordanie à Jérusalem et à la mosquée, tout en n'autorisant l'entrée que pour les citoyens palestiniens âgés de 70 ans et plus. Alors que les citoyens palestiniens âgés de 70 ans et plus ont généralement pas besoin de permis israélien pour entrer à Jérusalem et dans ses lieux saints, les Palestiniens possédant une carte d'identité de Cisjordanie doivent obtenir l'approbation israélienne s'ils souhaitent entrer en Israël ou dans Jérusalem occupée, et ce tout au long de l'année.

Ces derniers jours, plusieurs médias hébreux ont rapporté que la police israélienne avait recommandé d'autoriser l'entrée des Palestiniens de Cisjordanie âgés de 60 ans et plus, ainsi que des « Arabes israéliens » âgés de 45 ans et plus. En revanche, l'agence israélienne de sécurité, le Shin Bet, a averti que toute restriction imposée aux citoyens israéliens ou aux résidents de Jérusalem pour prier à Al-Aqsa pourrait déclencher des violences.

Alors qu'Israël maintient qu'il n'entrave pas le droit des Palestiniens à prier sur leurs lieux saints, la police israélienne maintient une présence permanente autour de la vieille ville et aux portes de la mosquée, où elle soumet régulièrement les Palestiniens à des contrôles et à des fouilles arbitraires. La police israélienne stationnée aux portes de la mosquée interdit parfois, à sa discrétion, l'accès aux Palestiniens.

Les Palestiniens sont régulièrement interdits d'accès aux lieux saints

Dans ce qui est largement considéré comme une question de politique israélienne à Jérusalem, Israël interdit régulièrement aux activistes palestiniens ou à ceux qui s'opposent à la voix contre l'occupation d'entrer dans la mosquée.

Ahmad Safadi, 52 ans, un habitant de la vieille ville dont la maison est à quelques mètres de Bab al-Ghawanmeh à l'une des portes les plus surveillées à l'extrémité nord de l'enceinte a déclaré que la police israélienne l'empêche depuis des années de pénétrer dans l'enceinte de la mosquée en guise de punition pour son activisme.

Commentateur politique, habitué des chaînes de télévision affiliées des pays de l'axe de la résistance, comme *al-Mayadeen*, M. Safadi a commencé à prouver des difficultés à accéder au lieu saint à la suite de la « Marche des drapeaux » israélienne de mai 2022. À l'époque, il suivait la situation depuis l'intérieur du Haram al-Sharif, ou Noble Sanctuaire, autre terme utilisé pour désigner l'enceinte de la mosquée al-Aqsa, lorsque, selon lui, la police israélienne l'a agressé et l'a fait sortir de force de l'enceinte.

La « Marche des drapeaux » est un événement annuel parrainé par l'État à l'occasion du « Jour de Jérusalem », au cours duquel des dizaines de milliers de fanatiques juifs, principalement des jeunes, défilent à travers Jérusalem et à l'intérieur des murs de la vieille ville, en scandant « mort aux Arabes » et « la Nakba est en route », escortés par la police et couverts d'écrologes par le gouvernement. Alors que les manifestants juifs sont rarement appréhendés pour leurs agressions verbales et physiques contre les Palestiniens pendant la marche, les autorités israéliennes imposent des fermetures généralisées des magasins palestiniens et des restrictions aux résidents palestiniens.

Safadi soupçonne qu'il est suivi par des caméras de surveillance, qui alertent les officiers de police aux portes de la mosquée de sa présence.

« Je ne suis pas autorisé à entrer dans la mosquée Al-Aqsa, même lorsqu'il n'y a pas de colons qui la visitent. La police a distribué ma photo à toutes les entrées [de la mosquée] », a-t-il déclaré.

Avec les restrictions intenses imposées par Israël aux déplacements des Palestiniens et à l'accès aux lieux saints de Jérusalem, Safadi accuse l'appareil de sécurité israélien de fomenter les conditions mêmes qu'il prétend essayer de contrecarrer.

Israël doit s'attaquer aux causes de l'opération « Dégel d'al-Aqsa » : les violations à l'intérieur d'al-Aqsa, a fait remarquer M. Safadi, se référant à l'offensive du Hamas le 7 octobre de l'année dernière. « La bataille de Gaza se répercute sur al-Quds [Jérusalem] », a-t-il ajouté.

Historique des violations israéliennes sur le site

L'ancien grand mufti, le cheikh Ekrema Sabri, a reproché à Israël de violer les droits des fidèles sur le site et de tenter, depuis des années, de modifier la nature musulmane du lieu saint.

« Aucun pays au monde ne conditionne l'accès aux lieux saints à l'occupation. Seules les autorités d'occupation font de l'occupation une condition d'entrée, et cette pratique est très injuste et a privé des centaines de milliers de musulmans de prier à Al-Aqsa », a déclaré le cheikh Sabri à *Mondoweiss*.

M. Sabri, figure religieuse de premier plan en Palestine, a maintes fois affirmé que la mosquée al-Aqsa était exclusivement musulmane, s'opposant ainsi aux revendications juives sur le site. Ces dernières années, un mouvement croissant de fanatiques religieux juifs, avec [l'aide de responsables d'extrême droite comme Ben-Gvir](#), a tenté d'établir des [faits sur le terrain](#), en augmentant la fréquentation et le culte juifs sur le site, que les juifs appellent le « Mont du Temple ».

Ces efforts se sont accompagnés d'une pression à l'encontre des détracteurs du site, comme le cheikh Sabri. Actuellement, le gouvernement israélien envisage de porter plainte pour « incitation au terrorisme » contre l'ancien mufti, sous la pression de groupes juifs de droite. En juillet dernier, le gouvernement israélien a imposé à l'église une interdiction de

voyager de six mois, avant de la renouveler pour six mois supplémentaires en décembre de l'année suivante.

« À cette occasion, j'appelle le monde islamique à se souvenir d'al-Aqsa pendant ce mois béni de ramadan et de la responsabilité qu'il a envers elle, ainsi que de la responsabilité de mettre fin à l'occupation israélienne dans les limites du droit international », a déclaré M. Sabri.

M. Sabri est membre du Conseil Al-Awqaf, composé de 24 personnes nommées par le gouvernement jordanien, qui est l'autorité chargée de superviser la gestion de la mosquée Al-Aqsa, conformément aux traités signés il y a plusieurs dizaines d'années entre Israël et la Jordanie.

Lundi, les membres de la Knesset Ayman Odeh, Ahmed Tibi et Yosef Al-Etawana ont rencontré le roi de Jordanie à Amman pour souligner les tensions croissantes à Jérusalem et dans la mosquée al-Aqsa, suite aux déclarations de Ben Gvir sur la limitation du nombre de fidèles sur le site. Les membres arabes de la Knesset ont exhorté le roi Abdallah à agir pour préserver la liberté de culte sur le site musulman, en faisant appel au rôle de la Jordanie en tant que gardienne des lieux saints dans la partie occupée de Jérusalem-Est.

Toutefois, la tutelle de la Jordanie sur le site est largement symbolique, les principaux modes de contrôle et de pouvoir sur le site étant entre les mains des autorités israéliennes.

La capacité du Conseil Al-Awqaf à exercer une juridiction effective sur la mosquée a été remise en question au cours de la dernière décennie par le gouvernement israélien et, selon certains, considérablement réduite.

La police israélienne et l'Autorité israélienne des antiquités interfèrent régulièrement dans la réalisation des travaux d'entretien du complexe et dans les tentatives visant à modifier le statu quo, accuse souvent le Conseil d'Al-Awqaf.

Au fil des ans, plusieurs incidents ont conduit à des confrontations entre les Palestiniens et les autorités israéliennes, soulignant à la fois la sensibilité considérable du site et les efforts déployés par Israël pour exercer un plus grand contrôle sur celui-ci.

En 2021, Israël et le Hamas se sont livrés à une guerre de 11 jours à propos des provocations israéliennes à Al-Aqsa et des tentatives des colons de s'emparer des maisons palestiniennes à Sheikh Jarrah.

Lors d'un incident célèbre en 2017, un employé de l'Autorité israélienne des antiquités a été surpris en train d'essayer d'enlever une pierre d'un pilier dans une section souterraine de la mosquée al-Qibli. L'incident a déclenché une confrontation verbale entre les gardes palestiniens employés par le Conseil et la police israélienne, qui a fini par arrêter six gardes des Awqaf.

Au cours de l'été de la même année, la police israélienne a tenté d'installer des équipements de surveillance, des détecteurs de métaux et d'autres obstacles à la libre circulation aux entrées du complexe, après que des Palestiniens aient tué deux policiers

israéliens postés à l'une des portes du complexe. Les mesures israéliennes ont entraîné une impasse de deux semaines entre la police et les Palestiniens de la ville qui se sont lancés dans une campagne de désobéissance civile, se rassemblant par milliers devant la mosquée pour protester et exiger le retrait des barrières militaires.

L'ingérence d'Israël dans les affaires d'Al-Aqsa n'est pas nouvelle non plus, mais elle devient de plus en plus effrontée. Immédiatement après la guerre de 1967, Israël a pris le contrôle de l'une des entrées de l'enceinte, connue sous le nom de porte marocaine, et n'a autorisé que les visiteurs juifs à emprunter, ce qui a constitué la première infraction. Au cours des décennies suivantes, les ingérences extérieures ont fait qu'augmenter.

Aujourd'hui, le Conseil al-Awqaf a du mal à effectuer les travaux d'entretien les plus mineurs sur le site en raison de l'ingérence de la police et de l'Autorité israélienne des antiquités. Au fil des ans, des membres du personnel, y compris des ingénieurs en chef, ont été arrêtés alors qu'ils travaillaient sur le site.

Aujourd'hui, la guerre en cours à Gaza ne fait qu'alimenter les tentatives d'exercer un contrôle accru sur le site sacré.

« L'occupation veut exercer sa souveraineté et maintenant [la guerre] est une occasion de le faire », a déclaré M. Sabri.

Ibrahim Hussein est un journaliste indépendant basé à Jérusalem qui travaille en anglais et en arabe. Il écrit sur la Palestine, Israël et l'occupation.

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée

2024/03/11